

Déclaration de Mario Joseph, directeur général du **Bureau des Avocats Internationaux (BAI)** au nom du BAI, du Mouvement de Liberté, d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF), d'Étude et action pour les droits de l'homme (EADH), de Sant Karl Levêque (SKL) et de l'Ensemble des Citoyens Compétents à la Recherche de l'Égalité des Droits de l'Homme en Haïti (ECCREDH), toutes des organisations haïtiennes de défense des droits humains et de la société civile.

La déclaration a été remise au Forum par **Frantz André**, militant de la société civile haïtienne et canadienne.

Déclaration

Madame la présidente, je prends la parole au nom de monsieur Mario Joseph du « Bureau des Avocats Internationaux en Haïti » (BAI) qui n'a finalement pas pu assister à ce Forum, en raison de la nature profondément discriminatoire des barrières de voyage mondiales et de l'insécurité aiguë en Haïti.

Haïti détient la clé des réparations pour toutes les personnes lésées par l'esclavage. Mais nous, les Haïtiens, avons besoin de votre aide pour atteindre la serrure.

Haïti a gagné contre de la France sur le champ de bataille en 1803 et proclamé son indépendance en 1804. Mais les puissances esclavagistes, en particulier la France, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont refusé de nous reconnaître parce que l'ordre économique mondial injuste fondé sur l'esclavage ne pouvait pas survivre à un Haïti prospère.

En 1825, la France a envoyé des navires de guerre et a menacé de rétablir l'esclavage si nous ne payions pas pour être reconnus. Haïti a payé, mais cela nous a coûté un siècle de développement économique, politique et humain.

En 2003, la démocratie haïtienne était suffisamment développée pour préparer une réclamation de la France la restitution des 21 milliards de dollars qu'elle nous a escroqués par le biais de la dette de l'indépendance.

La France et les États-Unis savaient que la victoire des Haïtiens sur leur demande de restitution serait la clé qui ouvrirait la porte aux réparations pour nos sœurs et frères des Amériques, d'Europe et d'Afrique. Ils savaient que l'ordre économique international, toujours injuste et fondé sur l'esclavage, ne pourrait pas survivre à une Haïti libre et engagée en faveur de la justice pour tous les peuples d'Afrique. Ils ont donc kidnappé notre président élu et renversé notre démocratie pour mettre un terme à notre demande de restitution.

Notre demande de restitution est toujours une clé qui pourrait ouvrir la porte à des réparations pour nous tous. Mais nous avons besoin de votre aide. Depuis 20 ans maintenant, les anciennes puissances esclavagistes ont éloigné notre clé de la porte en empêchant l'élection d'un gouvernement légitime qui poursuivrait notre demande. Les Haïtiens ont besoin que vous insistiez auprès de vos pays – en Amérique, en Europe et en Afrique – pour qu'ils tolèrent la démocratie en Haïti.